



NOUVELLES DU TERRAIN

Equateur - Quand la
nature a des droits

Palestine - Le rôle des
femmes

Philippines - Wir lernen alle
voneinander

AU LUXEMBOURG

Perspektiven schaffen.
Solidarität leben.

COMPRENDRE LE MONDE. CREER LA SOLIDARITE.

Action Solidarité Tiers Monde vient de démarrer un nouveau partenariat en Equateur avec Acción Ecológica, une des plus importantes organisations environnementales en Amérique latine ... *(suite p.2-3)*

Manal Odeh, coordinatrice du programme pour les femmes au Centre Alrowwad dans le Camp de réfugiés AIDA en Palestine, nous emmène dans sa vie, un récit émouvant ... *(suite p. 4)*

Alfie Pulumbarit de l'organisation partenaire Masipag était en mai dernier en visite au Luxembourg ... *(suite p. 5-6)*

NOUVELLES DU TERRAIN - NOTRE NOUVEAU PARTENAIRE ACCIÓN ECOLÓGICA

QUAND LA NATURE A DES DROITS

En début d'année, Action Solidarité Tiers Monde a démarré un nouveau partenariat en Equateur avec Acción Ecológica, une des plus importantes organisations environnementales en Amérique latine. Elle a été fondée en 1986, lorsque deux groupes universitaires équatoriens ont uni leurs forces : l'un composé de trois femmes spécialisées en communication et l'autre formé par plusieurs biologistes qui ont réalisé un documentaire sur les problèmes écologiques. L'ONG milite pour la protection de la forêt vierge amazonienne et la défense de la souveraineté alimentaire. L'Equateur est le seul pays au monde avec la Bolivie à avoir reconnu constitutionnellement les droits de la nature. Ils ont été ancrés dans sa constitution en 2008. Malgré le fait que préserver l'environnement est un droit, celui-ci n'est toujours pas mis en application. Et la pression sur l'environnement, les personnes et communautés est toujours présente.

Selon la Constitution équatorienne, la nature a le droit d'être défendue et toute personne a le devoir de la défendre. Pour leur part, les peuples et les communautés ont également des droits spécifiques reconnus dans le texte constitutionnel. L'évidence d'une relation différente entre les peuples autochtones et la nature a été très importante pour le développement des droits de la nature. Il a même énoncé plusieurs droits de la nature dont le droit à l'existence et le droit d'avoir des défenseurEs. Au mépris des droits constitutionnels, les territoires, subissent aujourd'hui encore et toujours de fortes pressions principalement dues aux projets d'extraction (pétrole et mines) et de l'agro-industrie, qui essaie d'introduire des cultures transgéniques.

Ces activités représentent des dangers qui pèsent sur les personnes et l'environnement. Ils détruisent les écosystèmes touchant des milliers de personnes qui dépendent dans leur vie de tous les jours de la nature. La violence avec laquelle ces projets d'envergure sont imposés a augmenté. Un gigantesque appareil de propagande des entreprises et des États a fait naître l'idée qu'il s'agit d'activités indispensables pour les pays, qu'elles génèrent des bénéfices pour la population et que leur impact peut être contrôlé.



Acción Ecológica a lutté pendant plusieurs années pour préserver le parc naturel Yasuni, déclaré réserve de la biosphère par l'UNESCO en 1989. Faute d'avoir reçu assez d'argent de la communauté internationale pour la non-exploitation du pétrole dans le parc, le président Rafael Correa avait finalement décidé en 2013 d'autoriser cette exploitation. La lutte de notre partenaire en faveur d'une communauté Shuar, qui devait être délogée lui a valu sa dissolution par décret du Ministère de l'Intérieur en 2016.

Notre partenaire a dénoncé à plusieurs reprises l'impact que ces activités ont sur la vie et la culture des peuples indigènes de la région amazonienne ainsi que sur la nature.

Pour cette raison, il a dû faire face à des menaces de mort, des attaques, des tentatives d'assassinat, des campagnes de diffamation, des tentatives de dissolution et autres. Selon Ivonne Yanez, une des cofondatrices d'Acción Ecológica, le virage répressif a commencé dès 2009 lorsque l'organisation et la confédération kichwa de l'Équateur (Ecuadoranari), l'une des principales organisations indigènes, ont organisé des marches contre les projets de loi sur les mines. Un décret présidentiel voté sous le gouvernement Correa permettait alors de dissoudre une organisation de la société civile si elle porte atteinte à la sécurité ou aux intérêts de l'État. C'était la première fois que notre partenaire faisait face aux menaces de dissolution de l'organisation.

En 2016, notre partenaire fait une nouvelle fois face à la menace de fermeture et de dissolution de la part du gouvernement qui cède aux pressions des multinationales chinoises parce que Acción Ecológica soutenait alors le peuple Shuar. Aujourd'hui la tension reste vive.



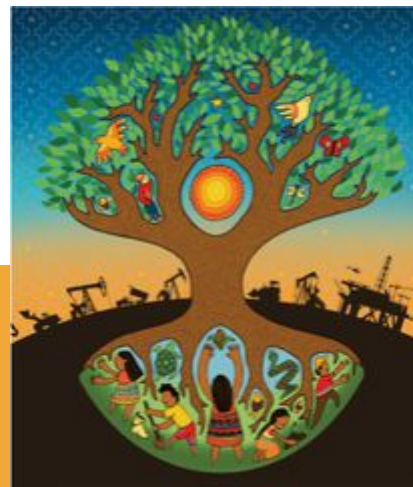
L'industrie extractiviste cause des dégâts irréparables pour les écosystèmes et les communautés locales.

Quand la nature a des droits

" Afin de renforcer les capacités de protection de droits des populations indigènes, nous travaillons avec le Bureau pour la Défense de la Nature et des Droits d'Acción Ecológica", explique Gabriela Cáceres, notre responsable de projets en Amérique latine. "Entre 2017-2018 des audiences territoriales et thématiques ainsi que des processus de vérification des impacts ont été menés dans différents territoires affectés ou menacés par des mégaprojets. Le processus de ce qui a été nommé la **Route de la Vérité et de la Justice pour la Nature et les Peuples** a pour objectif de mettre en évidence les effets réalisés au cours des 10 dernières années sur les 3 sujets des droits reconnus par la Constitution : les individus, les communautés et la nature ", rajoute-t-elle. Ces audiences sont des rencontres auxquelles participent la population touchée, le monde académique, les juristes et les organisations sociales. Ils expriment leur vécu et échangent afin de trouver une solution aux problèmes engendrés par les activités extractives en terme de droits humains et de la nature. Le lien entre ces droits est fondamental, et une formation y est d'ailleurs consacrée. " Nous souhaitons contribuer à la dissémination de la notion des droits de la nature et de leur défense. L'objectif est de soutenir notre partenaire dans la promotion d'un débat plus large sur les droits de la nature, c'est un concept pionnier tant au niveau juridique que social ", souligne Gabriela. "En outre, il est important que les populations puissent avancer maintenant dans la réparation là où il y a déjà des impacts négatifs".

L'accent mis sur les défenseurs des droits devra également permettre de diffuser le cadre international de protection et de rendre visibles les coûts de ce développement qui porte préjudice à la nature et aux personnes.

Défendre la vie et la terre n'est pas seulement un droit, c'est un devoir.



Nous vivons dans un pays marqué par les conflits environnementaux, que ce soit autour de l'exploitation pétrolière dans des régions comme Yasuni, ou de l'exploitation minière dans la cordillère du Condor, ou encore des projets d'agrocombustibles dans nos forêts sèches. Ceci est un assaut aux territoires où la nature vit sous la protection de ses gardiens qui nous appellent à la participation, à la solidarité et à la dénonciation; appel auquel nous continuerons de répondre avec notre contribution intellectuelle et politique, avec notre présence dans la rue et dans la construction d'espaces de travail partagés pour affronter les différentes causes et formes d'agression.

Acción Ecológica, 2017



Notre partenaire a également soutenu la communauté des Waoranis qui ont remporté en avril 2019 une bataille juridique pour protéger leur territoire contre les intérêts pétroliers en Amazonie équatorienne : 8.000 km2 de jungle, une petite partie de l'Amazonie équatorienne.

PALESTINE - LA VIE DE MANAL ODEH

LE RÔLE DES FEMMES EN PALESTINE : DE LA RÉSILIENCE À LA RÉSISTANCE



Manal Odeh décide de nous emmener dans sa vie, un récit émouvant que vous pourrez aussi lire dans le livre « Bethlehem-Beautiful Resistance Recipe », un livre dont elle est co-auteure avec le directeur de notre organisation partenaire ALROWWAD en Palestine, Dr. Abdelfattah Abusrour. « **Mon histoire est celle de centaines de femmes et qui, parfois, luttent plus que moi.** »

L'histoire de Manal Odeh, aujourd'hui coordinatrice du programme pour les femmes au Centre ALROWWAD dans le Camp de réfugiés AIDA en Palestine, nous interpelle. En 2000 après ses études à Dubai, la jeune femme apprend qu'elle va marier son cousin en Palestine. Sa vie va prendre un virage auquel elle n'était pas préparée. Elle passe de la résilience à la résistance grâce à son courage, sa force et sa détermination. En Palestine, les femmes sont le pilier de la famille et plus largement de la société. Elles sont au cœur de la résistance. Notre partenaire parle de « belle résistance », une résistance non-violente basée sur la culture et la créativité, qui passe également par la cuisine palestinienne et son histoire.

"Je suis née dans une famille palestinienne qui s'est établie à Dubai dans les Emirats arabes unis. La première fois que j'ai visité la Palestine avec ma famille, c'était en 1984 juste avant la première Intifada. Nous étions libre de circuler partout. Il n'y avait ni frontières entre les arabes et les israéliens, ni mur ni check-point. De retour à Dubai, notre vie quotidienne reprend. Après mon école secondaire, je pars pour 4 ans en Jordanie pour faire des études en mathématique. A la fin de mes études, je rentre à Dubai. En 2000 j'apprends que j'allais me marier avec mon cousin en Palestine. Je ne pouvais pas le croire. Je croyais que c'était un poisson d'avril."

Manal Odeh est donc de retour en Palestine. Sa vie prend un tournant radical. Elle se marie, met 4 enfants au monde. En raison de son passeport jordanien, elle reste coincée dans le pays, elle ne peut pas quitter la Palestine pendant les 8 premières années de son mariage. Elle est seule dans un pays qu'elle ne connaît pas.

"J'étais stressée et triste, parce que je ne pouvais plus voir ma famille. C'était très dur quand la deuxième intifada a commencé en 2000. Il n'y avait plus moyen d'obtenir des permissions ou visas. Ma belle-mère m'a beaucoup soutenue, elle m'a montré comment m'adapter à ma nouvelle vie. Malheureusement elle nous a quittés en 2007. J'ai vraiment eu beaucoup de chance d'avoir mon mari. Il s'est rendu aux Emirats arabes unis avec nos enfants pour voir ma famille... et pour s'assurer que les enfants connaissent bien leurs grands-parents et leurs oncles."

Lorsque Manal reçoit enfin un passeport palestinien en 2008, elle se sent à nouveau libre " Je pouvais enfin partir et revenir quand je voulais. J'ai rendu visite à mes parents. C'était tellement émouvant de les revoir après tant d'années. J'ai eu tellement de chance de voir ma mère avant qu'elle ne décède en novembre 2008."

Le Centre Alrowwad est un centre culturel et de formation situé dans le camp de réfugiés d'Aïda. Fondé en 1998, il travaille en faveur du développement de l'enfant, de la jeunesse et de la femme par le biais de programmes pédagogiques et artistiques.



Un des objectifs principaux est d'offrir aux jeunes du camp un espace dans lequel ils peuvent s'exprimer et développer leur créativité par des activités non-violentes (p.ex. le théâtre, la danse, la photographie ou le sport). Le Centre gère également une ludothèque mobile (playbus) destinée aux enfants et organise des festivals de cinéma en plein air. Tous ces éléments font partie du concept de «Belle Résistance» développé par Alrowwad. En mettant en avant la culture palestinienne comme moyen de résistance, il cherche à casser les stéréotypes associés au peuple palestinien.

Notre partenaire agit comme une structure d'éducation populaire. " On veut voir nos enfants grandir. Il y en a marre de les enterrer. Mon travail, c'est de leur faire comprendre qu'ils peuvent changer le monde sans se faire exploser " déclarait le fondateur et directeur Dr. Abdelfattah Abusrour lors de son passage au Luxembourg en 2017.



La couture et la broderie font partie du programme de renforcement des femmes.

Lorsque Manal Odeh est de retour en Palestine, elle cherche du travail en tant que professeur de mathématique. " *Les femmes en Palestine étaient obligées de travailler pour faire vivre leur famille. La situation économique était désastreuse après la 2e Intifada. Mais ce n'était pas simple de trouver un emploi. Il y avait beaucoup de diplômés et peu d'emplois à pourvoir.* "

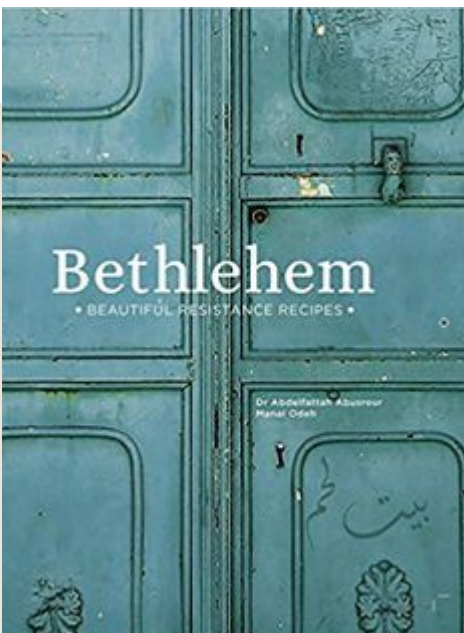
Finalement elle s'engage comme bénévole dans le centre Alrowwad. Son mari y avait déjà été comptable. Trois ans plus tard elle devient coordinatrice du programme pour les femmes dans le camp de réfugiés AIDA. " *Nous travaillons pour donner une meilleure chance aux femmes, nous leur apprenons de prendre soin d'elles-mêmes avant de prendre soin de leurs familles. Nous avons mis en place différentes activités : un club de sports, des cours de yoga, des lectures, de broderie et de couture. C'est une opportunité pour les femmes de se former et de trouver du travail. Nous avons notre propre boutique et nous vendons des souvenirs et cadeaux, réalisés exclusivement par les femmes du camp de réfugiés d'Aida et des alentours de Bethléem.* "

Les femmes sont les artisanes du changement.

Les femmes ont une place centrale dans la société palestinienne. Pendant que leurs maris, pères, fils, frères sont en prisons – depuis 1967, 40% des hommes palestiniens sont passés par les prisons israéliennes. " **Les femmes sont le pilier de la famille et plus largement celui de la société. Elles sont au cœur de la résistance.** Pendant la première Intifada, les arrestations des jeunes Palestiniens étaient si nombreuses qu'elles ont menées les femmes à occuper une place plus importante dans le mouvement de résistance. Nous croyons tous à Alrowwad que **les femmes sont les artisanes du changement.** Ici, nous disons que ' **les femmes sont la moitié de la société** '. Lorsque nous les sensibilisons et leur donnons la possibilité de travailler, nous les aidons à se forger un caractère et à réduire le chômage. "



Les échanges entre femmes lors des différentes activités font partie du quotidien de Manal Odeh.



Disponible au CITIM, www.citim.lu

BEAUTIFUL RESISTANCE RECIPES

« Notre nourriture fait partie de notre héritage et notre culture. » C'est le fil rouge du livre que Manal Odeh a écrit avec Dr. Abdelfattah Abusrour. Les auteurs du livre «Bethléem» ont recueilli des recettes authentiques palestiniennes, provenant du camp de réfugiés d'Aida à Bethléem, transmises de génération en génération. Le livre porte un message important à la communauté occidentale : le patrimoine, la culture et l'identité du peuple palestinien à travers la cuisine populaire palestinienne. Ce livre est également une réponse contre les campagnes israéliennes et leur tentative d'identifier les recettes palestiniennes comme recettes israéliennes, notamment avec la nouveauté de Judaïze 'houmous, falafel et msakhan'.

Rocio Albertos, responsable des projets en Asie et Moyen Orient recommande vivement les recettes : " *En plus d'être un livre de recettes étonnant et une lecture intéressante, tous les fonds amassés grâce à ses ventes vont à la culture ALROWWAD et à l'Art Society. Dans le cadre de l'ethos "belle résistance", notre partenaire propose des activités culturelles aux enfants, aux jeunes et aux femmes palestiniennes pour les aider à échapper à la laideur quotidienne de l'occupation.* "



BESUCH UNSERER PARTNERORGANISATION MASIPAG IN LUXEMBURG

WIR LERNEN ALLE VONEINANDER

Im Mai war Alfie Pulumbarit, zuständig für politische Kampagnen bei unserer philippinischen Partnerorganisation MASIPAG, auf Einladung der ASTM und Klima-Bündnis Lëtzebuerg in Luxemburg. Er hatte ein vollgespicktes Programm mit internen Arbeitssitzungen und der ASTM/Klima-Bündnis-Agenda. Wir blicken auf den Besuch in Luxemburg in Fotos zurück. Wir arbeiten seit 2009 mit MASIPAG. Diese Zusammenarbeit wurde in den letzten Jahren im Bereich des Klimawandels intensiviert. Die Erfahrungen und Studien unseres Partners stellen eine hervorragende Informationsquelle für die Arbeit der ASTM im Rahmen des Klima-Bündnis Lëtzebuerg dar.

„Angesichts der Tatsache, dass die Philippinen eines der am meisten vom globalen Klimawandel betroffenen Länder der Welt sind, sehen wir täglich die verheerenden Auswirkungen auf die Landwirtschaft, die seit jeher schon anfällig für Naturkatastrophen wie Taifune, Überschwemmungen und Dürren war. Es ist den Farmern fast unmöglich, ausreichend Nahrungsmittel zu produzieren. In der Forderung nach Resilienz gegen den Klimawandel ist auch unsere Kampagne gegen den Einsatz und gegen die staatliche Förderung gentechnisch veränderter Pflanzen wie Mais und goldenem Reis enthalten“, sagte uns Alfie Pulumbarit.

Nicht erst seit der Übernahme von Monsanto durch Bayer und der so kumulierten Marktmacht, die die weltweite Abhängigkeit der Landwirte von multinationalen Konzernen noch um ein Vielfaches verstärkt, setzt sich unser Partner gegen den Einsatz von gentechnisch verändertem Saatgut und den Einsatz von Pestiziden ein. Mit der chemischen Landwirtschaft als dominierendem Produktionssystem sind die philippinischen Landwirte in einem Zyklus aus teuren Produktionskosten und unvorhersehbaren Erträgen gefangen. Anstatt den Landwirten die nötige Unterstützung zu geben, um die Produktion zu steigern und gleiche Wettbewerbsbedingungen zu schaffen, entzieht sich die Regierung der Verantwortung, langfristig die Grundlagen für eine Ernährungssicherheit zu schaffen.

„Menschen sind Gewohnheitstiere, deshalb sind persönliche Betroffenheit und Authentizität der Schlüssel zu erfolgreicher Bildungsarbeit. Unsere Partner aus dem Globalen Süden erleben täglich durch den Klimawandel verursachte Schäden wie Dürren, Wirbelstürme und Überschwemmungen. Sie berichten daher unmittelbar und aus erster Hand, wie sich ihr eigener Alltag und ihr Zugang zu Wasser, Nahrung und Rohstoffen verschlechtern. Wenn wir als Konsumenten und Politiker hier in Europa die Gelegenheit haben, solche Menschen kennen zu lernen und den Klimawandel mit Menschen, die wir kennen, so in Verbindung zu bringen, nehmen wir unsere Verantwortung viel eher wahr und Klimagerechtigkeit bleibt nicht länger nur ein leeres Wort“, Birgit Engel, verantwortlich für die Bildungsarbeit ASTM/Klima-Bündnis Lëtzebuerg.

Die Kampagne "Stop Golden Rice", in der MASIPAG sich intensiv gegen eine Markteinführung dieses genmanipulierten Produktes engagiert, ist nur ein aktuelles Beispiel für die Arbeit, die unsere Partnerorganisation auch für Verbraucher in Europa leistet.

Im April diesen Jahres stellten die MASIPAG-Mitglieder, zusammen mit Partnern, die verschiedenen Herausforderungen dar, mit denen Landwirte und Lebensmittelproduzenten im ganzen Land konfrontiert sind, darunter anhaltende Landlosigkeit und die gewalttätigen Angriffe auf Bauern und Menschenrechtsaktivisten. **In diesem Zusammenhang verurteilt MASIPAG auch das neue Reis-Tarifierungsgesetz, weil es nach Auffassung des Netzwerkes den lokalen Agrarsektor aufgrund des billigeren, importierten Reises zusammenbrechen lässt.**

Obwohl sie ein landwirtschaftliches Land sind, das für die Reisterrassen im Norden bekannt ist, sind die Philippinen zu einem der wichtigsten Reisimporteure geworden und importieren Reis aus Nachbarländern wie Vietnam und Thailand. Dies ist Teil der Verpflichtung des Landes im Rahmen der Welthandelsorganisation (WTO), deren Handelsabkommen die Öffnung der Inlandsmärkte für Waren und Dienstleistungen aus anderen Mitgliedsländern vorschreiben.

MASIPAG befürchtet auch, dass bei der Flut importierter Produkte möglicherweise gentechnisch veränderte Reissorten ins Land kommen und die Verbraucher aus Mangel an Alternativen quasi zum Konsum zwingen. Die Komplexität der Ernährungsunsicherheit kann nicht durch Reistarifizierung angegangen werden, da stattdessen andere Grundnahrungsmittel stark besteuert werden. Um die erschwinglichen Kosten für Reis sicherzustellen, sollte die Regierung die Landwirte ausreichend und angemessen unterstützen.

Zum Vergleich: Die staatliche Unterstützung für Landwirte in Vietnam beläuft sich auf 1,1 Mrd. USD, während der Agrarsektor in Thailand 4,4 Mrd. USD erhält. Unterdessen erhielten die philippinischen Landwirte nur 190 Millionen USD für die Unterstützung, und mit der Abnahme der Rolle der National Food Authority (NFA) werden die Landwirte privaten Händlern ausgeliefert. Zusätzlich zu diesen innenpolitischen und wirtschaftlichen Schwierigkeiten sehen sich die Landwirte derzeit auch mit einer extremen Dürre konfrontiert. Berichten zufolge sind bereits in vielen landwirtschaftlichen Gebieten Schäden in Höhe von mehr als 4 Milliarden Pesos durch Dürre entstanden.

*„Eine unserer zentralen Forderungen an die philippinische Regierung beinhaltet die **sofortige Aufhebung des Gesetzes zur Reistarifizierung, um sich stattdessen auf eine nachhaltige Entwicklung der Reisindustrie zu konzentrieren**“, so Pulumbarit. **„Die Erfahrung der MASIPAG-Farmer zeigt, dass die Selbstversorgung mit Reis durch geeignete Technologien wie ökologische Landwirtschaft erreicht werden kann. Dazu brauchen wir dringend Landreformen zugunsten der Kleinbauern.“***



Mit der Kampagne "Stop Golden Rice" hat sich MASIPAG intensiv gegen eine Markteinführung dieses genmanipulierten Produktes engagiert.



MASIPAG ist ein von Bauern organisiertes Netzwerk von Volks- und Nichtregierungsorganisationen und Wissenschaftlern auf den Philippinen, die gemeinsam an einer nachhaltigen Bewirtschaftung ihrer landwirtschaftlichen Nutzflächen arbeiten, um die biologische Vielfalt zu erhalten. Die ganzheitliche Kontrolle der genetischen und biologischen Ressourcen, insbesondere des Saatgutes, die landwirtschaftliche Produktion und das damit verbundene Wissen über biologische Landwirtschaft und traditionelle Varietäten von Getreide und Knollenfrüchten sind die Basis des Netzwerks. Das kommt den Kleinbauern zur Verbesserung ihrer Lebensqualität zugute. Die Entwicklung einheimischer Reissorten aus ökologischem Anbau ist von zentraler Bedeutung für die Arbeit von MASIPAG. Die Mitglieder verwalten einen großen Pool lokaler Reissorten und entwickeln neue, an die lokalen Gegebenheiten angepasste Sorten, wie zum Beispiel überschwemmungs- oder dürreresistentes Saatgut – als lokale Adaptationsmaßnahmen an den Klimawandel und zur Ernährungssicherung der einheimischen Bevölkerung. Zu den Haupttätigkeitsbereichen gehören die Schulung der Landwirte in ökologischen Anbaumethoden, die Förderung des Saatgut- und Informationsaustauschs zwischen den Landwirten und die Förderung der Agrarökologie.

Heute zählt dieses Netzwerk 635 Bauernorganisationen, 35.000 Biobauern, 60 NGOs in 48 der 80 Provinzen des Landes.

Unser aktuelles Projekt liegt im Bereich der Kompetenzverstärkung der Mitgliedsbauern. Ziel ist, dass sie eigenständig ihre Kampagnen gegen die OGM und für eine nachhaltige Landwirtschaft auf Grundlage einheimischer Reis- und Gemüsesorten organisieren können. Wir konzentrieren uns hierbei auf drei Themen: die Unterstützung der Technologien und Programme zur Förderung der Ernährungssicherheit und einer nachhaltigen Landwirtschaft, die Kapazität des politischen Plaidoyers und der Bildung von Allianzen zu fördern sowie die Einführung neuer landwirtschaftlicher Praktiken.

Mehr Infos unter masipag.org



1



2



3



4



5



6

1 Impulsreferat von Alfie Pulumarit im Rahmen des trinationalen Runden Tisches in Schengen für die Stärkung von Menschenrechten in globaler Wirtschaft und Klimapolitik

2 Zu Besuch bei Steve Schwartz vom Kraizschouschteschgaart, einer der Partner der CITIM-Initiative Need for Seed. Steve konserviert und selektioniert eine große Anzahl verschiedener Nutzpflanz-Saaten.

3 Mittagsgespräch über die aktuellen Herausforderungen und die politische Situation in den Philippinen mit Alfie Pulumarit und Dr. Rainer Werning, Co-Herausgeber des Buches „Handbuch Philippinen“

4 Dialog mit der luxemburgischen Umweltministerin Carole Dieschbourg darüber, wie Regierungen und zivilgesellschaftliche Organisationen bei der Bekämpfung der Klimakrise zusammenarbeiten sollten.

5 Aktivistentraining mit Alfie Pulumarit. Die meisten Teilnehmer kamen von Youth for Climate und Rise for Climate Luxembourg

6 Die Umweltkommission der Klima-Bündnis Gemeinde Dudelange, Luxemburg, diskutiert über die Möglichkeiten, die MASIPAG-Farmer widerstandsfähiger gegen den Klimawandel zu machen.

PERSPEKTIVEN SCHAFFEN, SOLIDARITÄT LEBEN!

Informieren. Analysieren. Bilden. Mitmischen. Unterstützen. Kämpfen. Action Solidarité Tiers Monde setzt sich seit 50 Jahren für mehr Gerechtigkeit, mehr Solidarität und Nachhaltigkeit ein. Dabei stehen Menschen- und Umweltrechte immer im Mittelpunkt unserer Handlungen.

Eine aktuelle Auswertung vom MAEE zeigt, dass wir neue Perspektiven für die Ärmsten dieser Welt schaffen. Sie belegt, dass wir mit unseren 35 Partnerorganisationen in Afrika, Südamerika, Asien und im Mittleren Orient einen Beitrag für bessere Lebensbedingungen der Ärmsten im Globalen Süden leisten. Wir unterstützen sie ihre Rechte einzufordern und setzen uns in Luxemburg und Europa ein, wenn es um Menschen- und Umweltfragen geht. So tragen wir zum Schutz der Lebensgrundlage der Bedürftigsten bei.

Feiern, Heiraten, in Rente gehen

Das Jahr ist voller Anlässe zum Feiern. Erleben Sie auch, dass zur Hochzeit, zum Jubiläum oder Geburtstag immer wieder die Frage gestellt wird: "Was soll ich dir schenken?" oder sie sich fragen "Was soll ich schenken?" Haben Sie schon einmal darüber nachgedacht statt eines Geschenkes eine Spendenaktion zu starten? Oder ein solidarisches Geschenk zu machen? Das ist nicht nur etwas anderes, sondern ist in unserer konsumorientierten Gesellschaft auch nützlich. Und... Sie können sich und anderen dabei eine Freude machen.

Gedenken

Haben Sie vielleicht vor kurzem einen lieben Menschen verloren? Wer um einen geliebten Menschen trauert, empfindet tiefen Schmerz. Oft ist es für den Verstorbenen und auch für die Hinterbliebenen ein Bedürfnis statt Blumen und Kränze um Spenden zu bitten. Mit einer Gedenkspende an die ASTM können Familienangehörige, Freunde und Kollegen des Verstorbenen ein positives, zukunftsweisendes Zeichen setzen dazu beitragen neue Perspektiven für die Länder des Globalen Südens zu schaffen und Solidarität leben.

Die Zukunft soll man nicht
voraussehen wollen, sondern
möglich machen.



La solidarité,
le geste qui compte !



Faites votre don par virement ou
directement via DIGICASH



CCPLLULL IBAN LU 76 1111 0099 9096 0000